

Irak: l'échec américain

Par Bernard Adam, directeur du Grip*

La guerre menée en Irak a été inspirée par les théories des « néoconservateurs » américains qui, depuis une dizaine d'années, plaident pour une invasion de ce pays. Développées dans des centres d'études comme l'American Enterprise Institute ou la Heritage Foundation, ces idées ont été le fondement de la politique défendue au sein du gouvernement américain, notamment par le vice-président Dick Cheney et l'adjoint du ministre de la Défense, Paul Wolfowitz. Les attentats du 11 septembre 2001 ont été l'occasion rêvée pour intégrer cette politique dans la « lutte contre le terrorisme international ».

Les conceptions néoconservatrices peuvent se résumer en une double croyance: face à des pays dangereux comme l'Irak, les Etats-Unis ont intérêt à agir, primo, par la force militaire et, secundo, de façon unilatérale. De plus, en ce qui concerne l'Irak, il y avait urgence, puisque ce pays était présenté comme détenteur imminent d'armes de destruction massive et soutenant le terrorisme, dont Al-Qaïda.

Un an après le début de la guerre en Irak, le 20 mars 2003, le bilan est fort sombre. La réalité montre que les néoconservateurs se sont largement trompés dans leur diagnostic et leurs prévisions. Ils ont ainsi contribué à un échec de la politique extérieure des Etats-Unis, qui ont perdu leur crédibilité au plan international.

Les deux arguments majeurs qui ont justifié la guerre se sont révélés faux. Les armes de destruction massive (ADM) n'ont jamais été trouvées et le lien avec Al-Qaïda n'a pas été prouvé. Il n'y avait donc aucune urgence en matière de sécurité internationale et un système renforcé d'inspections des Nations unies aurait démontré l'absence d'ADM. On aurait donc pu faire l'économie d'une guerre qui a coûté 70 milliards de dollars, soit 1 000 fois plus que le budget annuel alloué aux inspecteurs de l'ONU.

Dès avant la guerre, les services de renseignement avaient exprimé leurs réserves sur ces deux arguments. Mais, aujourd'hui, les dirigeants politiques américains et britanniques tentent de se disculper en orientant les critiques vers ces mêmes services de renseignement. Or ce sont bien les décideurs politiques qui ont exagéré et transformé les données qu'ils recevaient de ces services. L'opinion publique et la Communauté internationale ont été victimes d'une véritable opération de manipulation.

L'usage de la force en Irak a été désastreux. Le seul acquis a été la victoire facile, en quelques semaines, sur l'armée régulière irakienne. Du 20 mars au 1^{er} mai 2003, date proclamée par le président Bush comme la fin de la guerre, 201 soldats de la coalition ont été tués. Mais, par la suite, jusqu'à la fin février 2004, ce sont 440 autres soldats des forces d'occupation qui ont trouvé la mort. Si la victoire militaire de la

coalition menée par les Etats-Unis a été proclamée, la paix est bien loin d'avoir été gagnée et les conséquences négatives sont nombreuses.

Les infrastructures ont été détruites et leur reconstruction est fort lente, créant de nouvelles difficultés pour la population. La sécurité intérieure n'a pas été rétablie puisque, de mai 2003 à février 2004, les forces occupantes ont fait l'objet, en moyenne, de 17 attaques par jour et les attentats touchant les civils se sont multipliés. Si Al-Qaïda n'avait pas de liens avec les partisans de Saddam Hussein avant la guerre, il est maintenant probable que ceux-ci coopèrent depuis l'invasion américaine.

En décembre 2003, Jeffrey Record, de l'Institut d'études stratégiques du Collège de guerre de l'armée américaine, a publié un rapport dans lequel il estime que, « sous la bannière d'une guerre mondiale contre le terrorisme (...), le gouvernement américain a conduit les Etats-Unis à mener un combat

injustifié et sans fin ». Selon lui, la guerre en Irak est une « guerre préventive inutile (...) qui ne participe pas à la guerre mondiale contre le terrorisme, mais a plutôt constitué un détournement de celle-ci ».

L'unilatéralisme américain est tout aussi désastreux. Après les arguments sur les ADM et le lien avec le terrorisme, celui de l'établissement d'une démocratie en Irak a été brandi pour justifier la guerre. Si l'administration américaine a cru pouvoir se passer des Nations unies pour lancer son offensive, elle a dû se résoudre à faire appel à elles pour trouver une solution pour la gestion de l'après-guerre.

Les néoconservateurs, fervents adeptes de l'unilatéralisme, connaissent mal la réalité historique des interventions militaires de leur pays. En mai 2003, deux chercheurs du Carnegie Endowment for International Peace, un centre de recherche américain, ont relevé que, depuis 1900, sur 200 interventions armées des Etats-Unis, 16 seulement ont débouché sur la reconstruction d'un Etat. Sur ces 16 interventions,

12 d'entre elles ont été menées unilatéralement. Dans ces 12 cas, aucune n'était encore une démocratie dix ans plus tard.

Ceci prouve que l'action militaire menée unilatéralement n'a jamais eu l'effet annoncé. Il est temps que les Américains, néoconservateurs ou non, s'en rendent compte. Mais il est temps aussi que les alliés des Américains, européens ou non, leur rappellent cette réalité historique. Pour améliorer la sécurité internationale ou pour tenter d'imposer une démocratie de l'extérieur, l'action multilatérale semble être une condition nécessaire, mais l'action militaire n'est pas une condition suffisante. ●

* Groupe de recherche et d'information sur la paix et la sécurité.



Les théoriciens qui ont voulu la guerre connaissent aussi mal l'histoire des Etats-Unis que les réalités contemporaines

Les textes de la rubrique Idées n'engagent pas la rédaction.